

**UNE ÉVALUATION DU CLIMAT SOCIO-ÉCONOMIQUE
QUÉBÉCOIS
CONSULTATION EFFECTUÉE AUPRÈS DES MEMBRES
CORPORATIFS DU CPQ**

Janvier 2003

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

UNE ÉVALUATION DU CLIMAT SOCIO-ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (1)

PRÉSENTATION

1.1 Le Conseil du patronat du Québec présente ci-après sa cinquante-deuxième consultation semestrielle sur « une évaluation du climat socio-économique au Québec ».

Les résultats de cette consultation découlent de l'analyse d'un questionnaire bilingue adressé le 7 novembre 2002 aux entreprises membres du CPQ. On leur demandait notamment dans ce questionnaire d'évaluer sommairement le climat socio-économique québécois de l'année 2002 (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2002) et d'exprimer leurs perspectives pour l'année 2003.

Ce questionnaire a été adressé, sous pli personnel, aux 343 présidents, vice-présidents ou directeurs exécutifs des entreprises membres du CPQ. Cent dix-sept (117) de ces questionnaires dûment remplis ont été retournés dans les délais fixés.

1.2 Ce sont les résultats de ce questionnaire que l'on retrouve ci-après, regroupés dans quatre sections :

- a) les points saillants;
- b) l'évaluation du climat socio-économique québécois actuel et de l'année à venir;
- c) les facteurs critiques d'opération pour les entreprises;
- d) l'action gouvernementale souhaitée.

(1) Janvier 2003

1.3 Le CPQ est conscient qu'il ne s'agit pas ici d'un sondage répondant à tous les critères de la recherche scientifique. Il lui apparaît cependant qu'il s'agit d'une consultation propre à indiquer comment un échantillonnage représentatif des chefs d'entreprise québécois (les membres corporatifs du CPQ) a vu le climat socio-économique du Québec en l'an 2002 et le voyait pour l'année 2003, quitte à ce que tous ceux qui peuvent être intéressés par de tels résultats en tirent les conclusions et/ou les programmes d'action qu'ils jugeront à propos.

1.4 Signalons que le questionnaire original a été révisé régulièrement pour tenir compte notamment de l'évolution de bon nombre de dossiers politiques, économiques ou sociaux depuis que le CPQ a entrepris ses évaluations en 1976.

Le questionnaire original avait été réalisé par la firme Sécor, en collaboration avec le secrétariat du CPQ.

* * * * *

A - LES POINTS SAILLANTS

- 1 - Cent dix-sept (117) membres corporatifs ont répondu au questionnaire du CPQ dans les délais fixés, soit environ un sur trois (34 %).
- 2 - Les cent dix-sept (117) entreprises répondantes comptent au Québec environ 143 000 employés.
- 3 - L'évaluation de la situation actuelle au Québec est la suivante :

	(1/1/03)	(1/1/02)	(1/1/01)
a) <u>quant aux conditions économiques en général :</u>			
très bonne	14 %	4 %	30 %
bonne	57 %	37 %	59 %
passable	28 %	37 %	10 %
mauvaise	1 %	18 %	1 %
très mauvaise	--	4 %	--
b) <u>quant aux conditions économiques dans votre secteur industriel :</u>			
très bonne	16 %	9 %	22 %
bonne	47 %	40 %	53 %
passable	25 %	29 %	17 %
mauvaise	9 %	15 %	7 %
très mauvaise	3 %	7 %	1 %
c) <u>quant au climat des relations de travail au Québec :</u> (pour l'entreprise concernée)			
très bonne	4 %	6 %	3 %
bonne	47 %	48 %	52 %
passable	43 %	41 %	35 %
mauvaise	4 %	4 %	10 %
très mauvaise	2 %	1 %	--
d) <u>quant au contexte politique québécois :</u>			
très bonne	5 %	3 %	3 %
bonne	27 %	35 %	37 %
passable	38 %	44 %	49 %
mauvaise	27 %	16 %	10 %
très mauvaise	3 %	2 %	1 %

	(1/1/03)	(1/1/02)	(1/1/01)
e) <u>quant au contexte politique canadien :</u>			
très bonne	1 %	8 %	6 %
bonne	38 %	65 %	56 %
passable	41 %	25 %	32 %
mauvaise	15 %	2 %	6 %
très mauvaise	5 %	--	--

4 - Les cinq facteurs suivants sont considérés les plus critiques quant à l'influence négative qu'ils ont sur l'activité économique actuelle au Québec :

- 1) La qualité du personnel (199 points)
- 2) La disponibilité du personnel (178 points)
- 3) La productivité (172 points)
- 4) Le coût de la main-d'œuvre (166 points)
- 5) La fiscalité des entreprises (124 points)

5 - Les trois priorités d'action du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial au cours de la prochaine année devraient être :

a) Gouvernement fédéral :

- 1)Contrôle des dépenses publiques (302 points)
- 2)Réduction des impôts des particuliers (220 points)
- 3)Réduction de la dette (211 points)

b) Gouvernement provincial :

- 1) Contrôle des dépenses publiques (292 points)
- 2)Réduction des impôts des particuliers (248 points)
- 3)Réduction de la dette (168 points)

* * * * *

B - LA SITUATION QUÉBÉCOISE**(Évaluation de la situation actuelle et de l'année à venir)**

L'objectif de cette section sur la situation au Québec est double : 1) connaître l'évaluation des entreprises de la situation actuelle au Québec, dans les domaines économique, social et politique; 2) établir une perception de l'évolution du climat pour l'entreprise au Québec, au cours de la prochaine année, dans les mêmes domaines.

Les réponses obtenues sont reproduites dans le tableau qui suit. Les cases indiquent la distribution des répondants et on y a accolé le pourcentage que représente ce nombre par rapport à l'ensemble des répondants pour chaque question.

VOTRE ÉVALUATION DE LA SITUATION AU QUÉBEC**1. Comment percevez-vous pour votre entreprise**

	Très Bon	Bon	Passable	Mauvais	Très mauvais
a) Les conditions économiques en général	16 14 %	67 57 %	33 28 %	1 1 %	-- --
b) Les conditions économiques dans votre secteur industriel	18 16 %	55 47 %	29 25 %	11 9 %	4 3 %
c) Le climat des relations de travail au Québec	5 4 %	54 47 %	50 43 %	5 4 %	2 2 %
d) Le contexte politique québécois	5 5 %	32 27 %	44 38 %	32 27 %	4 3 %
e) Le contexte politique canadien	1 1 %	45 38 %	48 41 %	17 15 %	6 5 %

C - LES FACTEURS CRITIQUES D'OPÉRATION POUR LES ENTREPRISES

L'objectif de cette section est de connaître les principaux facteurs qui peuvent exercer une influence considérable sur l'activité économique au Québec, par leurs conséquences sur les entreprises.

Les répondants étaient invités : 1) à choisir, parmi les 17 facteurs énumérés, les cinq qui leur paraissent les plus critiques; 2) à numéroter ces cinq facteurs choisis par ordre d'importance de 1 à 5; 3) à ajouter tout autre facteur affectant particulièrement leur entreprise.

Les réponses à cette question apparaissent ci-après, par ordre d'importance des facteurs sélectionnés. Nous avons pondéré l'ensemble des réponses en donnant 5 points pour un premier choix, 4 points pour un deuxième choix, 3 points pour un troisième choix, 2 points pour un quatrième choix et 1 point pour un cinquième choix.

Liste des facteurs par ordre d'importance

	(1/1/03)		(1/1/02)
1) La qualité du personnel (199 points)		2)	148 points
2) La disponibilité du personnel (178 points)		7)	120 points
3) La productivité (172 points)		5)	134 points
4) Le coût de la main-d'œuvre (166 points)		4)	137 points
5) La fiscalité des entreprises (124 points)		6)	130 points
6) La fiscalité personnelle (122 points)		3)	144 points
7) Les politiques générales du gouvernement provincial (122 points)		9)	112 points
8) Les lois du travail (116 points)		10)	111 points
9) Le taux de change (107 points)		1)	155 points
10) La concurrence étrangère (84 points)		11)	95 points
11) Les taux d'intérêt (79 points)		8)	117 points
12) Les politiques générales du gouvernement fédéral (74 points)		13)	44 points
13) Les accords internationaux de commerce (47 points)		14)	43 points
14) La parafiscalité (42 points)		12)	54 points
15) Les politiques gouvernementales relatives à l'environnement (37 points)		15)	40 points
16) Autres (23 points)		16)	27 points
17) La politique linguistique (10 points)		17)	17 points

D - L'ACTION GOUVERNEMENTALE SOUHAITÉE

L'objectif de cette dernière section est d'établir quelles devraient être, au cours de la prochaine année, les trois priorités d'action du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral.

Les répondants étaient appelés à indiquer, pour chaque palier de gouvernement, trois priorités par ordre d'importance (1 = le plus important).

Les réponses sur ce volet du questionnaire apparaissent ci-après, par ordre d'importance des facteurs sélectionnés. Nous avons pondéré l'ensemble des réponses en donnant 5 points pour un premier choix, 3 points pour un deuxième choix et 1 point pour un troisième choix.

PRIORITÉS D'ACTION

Gouvernement fédéral

	(1/1/03)		(1/1/02)
1) Contrôle des dépenses publiques (302 points)		1)	292 points
2) Réduction des impôts des particuliers (220 points)		2)	230 points
3) Réduction de la dette (211 points)		3)	177 points
4) Réduction des impôts des sociétés (70 points)		4)	98 points
5) Réforme de la réglementation (48 points)		5)	37 points
6) Révision des programmes sociaux (45 points)		6)	26 points
7) Autres (45 points)		10)	22 points
8) Programmes de recherche et de développement (33 points)		7)	26 points
9) Programmes d'aide à l'investissement (22 points)		11)	16 points
10) Aide à l'exportation (18 points)		12)	13 points
11) Réforme de la taxe de vente (11 points)		8)	24 points
12) Les taux d'intérêt (9 points)		9)	22 points

Gouvernement provincial

(1/1/03)		(1/1/02)	
1)	Contrôle des dépenses publiques (292 points)	1)	306 points
2)	Réduction des impôts des particuliers (248 points)	2)	252 points
3)	Réduction de la dette (168 points)	3)	160 points
4)	Autres (52 points)	10)	13 points
5)	Réduction des impôts des sociétés (51 points)	4)	76 points
6)	Révision des lois du travail (46 points)	5)	58 points
7)	Réforme de la réglementation (40 points)	6)	35 points
8)	Aide aux universités (32 points)	7)	23 points
9)	Programmes d'aide à l'investissement (27 points)	9)	22 points
10)	Politique de main-d'œuvre (24 points)	11)	9 points
11)	Programmes de recherche et de développement (23 points)	8)	23 points
12)	Aide à l'exportation (12 points)	12)	4 points

* * * * *

CPQ
Janvier 2003

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
1^{er} trimestre 2003

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

**ÉVOLUTION EN % DES OPINIONS SUR LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES EN GÉNÉRAL,
LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL, LE CLIMAT DES RELATIONS DE
TRAVAIL, LE CONTEXTE POLITIQUE QUÉBÉCOIS ET LE CONTEXTE POLITIQUE CANADIEN
depuis juillet 1997**

	Évaluation en %	Juillet 1997	Janvier 1998	Juillet 1998	Janvier 1999	Juillet 1999	Janvier 2000	Juillet 2000	Janvier 2001	Janvier 2002	Janvier 2003
Conditions économiques en général	très bonne	8 %	12 %	13 %	13 %	15 %	28 %	39 %	30 %	4 %	14 %
	bonne	50 %	59 %	68 %	61 %	60 %	59 %	55 %	59 %	37 %	57 %
	passable	32 %	23 %	17 %	25 %	23 %	11 %	4 %	10 %	37 %	28 %
	mauvaise	8 %	6 %	2 %	1 %	2 %	2 %	2 %	1 %	18 %	1 %
	très mauvaise	2 %	--	--	--	--	--	--	--	4 %	--
Conditions économiques dans le secteur industriel du répondant	très bonne	10 %	16 %	17 %	13 %	10 %	22 %	29 %	22 %	9 %	16 %
	bonne	48 %	49 %	52 %	51 %	59 %	55 %	56 %	53 %	40 %	47 %
	passable	30 %	26 %	24 %	29 %	21 %	16 %	13 %	17 %	29 %	25 %
	mauvaise	10 %	9 %	7 %	6 %	8 %	7 %	2 %	7 %	15 %	9 %
	très mauvaise	2 %	--	--	1 %	2 %	--	--	1 %	7 %	3 %
Le climat des relations de travail dans l'entreprise du répondant	très bonne	5 %	12 %	11 %	8 %	2 %	5 %	12 %	3 %	6 %	4 %
	bonne	55 %	45 %	51 %	57 %	45 %	55 %	56 %	52 %	48 %	47 %
	passable	35 %	34 %	34 %	27 %	40 %	31 %	26 %	35 %	41 %	43 %
	mauvaise	5 %	8 %	4 %	7 %	11 %	8 %	6 %	10 %	4 %	4 %
	très mauvaise	--	--	--	1 %	2 %	1 %	--	--	1 %	2 %
Le contexte politique québécois	très bonne	--	--	--	4 %	--	--	6 %	3 %	3 %	5 %
	bonne	13 %	14 %	25 %	38 %	23 %	23 %	34 %	37 %	35 %	27 %
	passable	38 %	43 %	43 %	42 %	49 %	46 %	47 %	49 %	44 %	38 %
	mauvaise	41 %	31 %	26 %	14 %	25 %	26 %	11 %	10 %	16 %	27 %
	très mauvaise	8 %	11 %	6 %	2 %	3 %	5 %	2 %	1 %	2 %	3 %
Le contexte politique canadien	très bonne	--	2 %	7 %	6 %	6 %	4 %	6 %	6 %	8 %	1 %
	bonne	34 %	52 %	53 %	45 %	54 %	47 %	49 %	56 %	65 %	38 %
	passable	47 %	41 %	39 %	43 %	37 %	41 %	36 %	32 %	25 %	41 %
	mauvaise	19 %	5 %	1 %	5 %	2 %	7 %	9 %	6 %	2 %	15 %
	très mauvaise	--	--	--	1 %	1 %	1 %	--	--	--	5 %

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC**ÉVOLUTION DES FACTEURS CRITIQUES D'OPÉRATION POUR LES ENTREPRISES QUANT À LEUR RANG****depuis le 1^{er} juillet 1997**

	1/7/97	1/1/98	1/7/98	1/1/99	1/7/99	1/1/00	1/7/00	1/1/01	1/1/02	1/1/03
1) Les taux d'intérêt	2	1	1	3	2	8	1*	4	8	11
2) Le taux de change	6	3	2	1	6	5	6*	7	1	9
3) La concurrence étrangère	8	9	10	10	7	10	11	8	11	10
4) La fiscalité des entreprises	4	6	7	7	9	6	7*	9 *	6	5
5) La fiscalité personnelle	10	4	8	4	3	1	4	2 *	3	6*
6) La parafiscalité	11	13	13	13	12	12	13	13	12	14
7) Le coût de la main-d'oeuvre	12	7	5	8	10	7	9	5	4	4
8) Les lois du travail	7	10	9	9	8	11	10	11	10	8
9) La disponibilité du personnel	13	11	11	11	11	2	3	1	7	2
10) La qualité du personnel	5	8	4	5	5	3	2*	3 *	2	1
11) La productivité	3	5	6	2	1	4	5	6	5	3
12) Les politiques générales du gouvernement provincial	1	2	3	6	4	9	8	10 *	9	7*
13) Les politiques générales du gouvernement fédéral	9	12	12	12	13	13	12	12	13	12
14) Les accords internationaux de commerce	16	17	17	16	17	16	16*	15	14	13
15) La politique linguistique	14	14	14	17	16	15	17*	17	17	17
16) Les politiques gouvernementales relatives à l'environnement	17	16	15	14*	14	14	14	14	15	15
17) Autres	15	15	16	15*	15	17	15	16	16	16

* *Ex æquo*